

[Texte]

figures speak for themselves and illustrate an economic loss of revenue and employment of enormous proportions.

We simply cannot continue to absorb the direct costs and enormous losses associated with these surplus seal populations. It is more than clear that the seal populations must be controlled to maintain a balanced marine ecosystem and the peoples and communities depend upon it.

Recommendation: The standing committee support and recommend to government a significant and sustained action to control and reduce Atlantic Canada's seal population.

D.F.O. Inspection Branch: As you are aware, the recent disclosure that canned tuna was released for sale in Canada after rejection by the Inspection Branch of the Department of Fisheries and Oceans (D.F.O.) has led to a proposal that would see fish inspection activities transferred to the Department of National Health and Welfare. The Fisheries Association of Newfoundland and Labrador does not support this proposal. We strongly believe that the creation of a single inspection agency is unjustified, ill-advised and could potentially bring about serious long-term disbenefits to our industry.

The Newfoundland fishery is an export driven industry. For several decades, the Inspection Branch has been an integral component of our export initiatives. The services provided by the Inspection Branch have, in large measure, facilitated the diversification of our product exports to existing markets and the development of new markets—the most notable examples being the U.S.S.R. and G.D.R. The Inspection Branch provides the often necessary assurance to importers of our products that such products meet or exceed Canadian standards for product quality and safety. However, the importance of this branch goes much beyond their role of inspection of final products destined for the market. They also provide invaluable input and feedback on harvesting and production decisions.

The major buyers of our fishery products are extremely confident in the current fish inspection system. We contend that any bureaucratic changes would most certainly depress that confidence and may unnecessarily lead to more cautionary buying practices. It is entirely in the realm of possibility that the proposed change could result in some export markets being irreparably damaged or lost.

In the past, wherever problems have arisen, D.F.O. inspection staff have responded effectively and on a timely basis, developing solutions to those problems. Since the mandate of DNHW is considerably more restricted in both scope and focus than D.F.O., we are especially concerned that the removal of the inspection function from D.F.O. would seriously compromise the ability of the government to deal with such "inspection" issues on a timely basis.

[Traduction]

équivaldraient à environ 5,000 emplois. De tels chiffres parlent d'eux-mêmes et illustrent une perte économique énorme de revenus et d'emplois.

Nous ne pouvons tout simplement pas continuer à absorber les coûts directs et les pertes énormes découlant de ces populations excédentaires de phoques. Il est plus qu'évident qu'elles doivent être contrôlées pour maintenir l'équilibre de l'écosystème marin et que la subsistance des gens et des communautés en dépend.

Recommandation: Le Comité permanent recommande au gouvernement de prendre des mesures importantes et permanentes en vue de contrôler et de réduire la population de phoques de l'Atlantique.

Direction de l'inspection de Pêches et Océans: Comme vous le savez, la récente divulgation que du thon en conserve avait été mis en vente au Canada malgré le rejet de stocks par la Direction de l'inspection de Pêches et Océans s'est soldée par la proposition voulant que les services d'inspection du poisson soient transférés à Santé et Bien-être social. *Fisheries Association of Newfoundland and Labrador* ne donne pas son appui à cette proposition. Nous croyons fermement que la création d'un seul organisme d'inspection n'est pas justifiée, qu'elle est inconsidérée et qu'elle pourrait entraîner à long terme de sérieux inconvénients pour notre industrie.

Les pêches de Terre-Neuve sont une industrie qui repose sur l'exportation. Depuis plusieurs décennies, la Direction de l'inspection fait partie intégrante de nos initiatives à l'exportation. Les services fournis par cette Direction ont dans une large mesure facilité la diversification de nos exportations de produits sur les marchés existants et le développement de nouveaux marchés, les plus notables étant l'U.R.S.S. et la R.D.A. La Direction de l'inspection fournit aux importateurs l'assurance souvent nécessaire que nos produits satisfont aux normes canadiennes de qualité et de salubrité ou les dépassent même. Toutefois, l'importance de cette Direction dépasse nettement son rôle d'inspection des produits finis destinés au marché. Elle fournit également des données inestimables sur les décisions relatives à la production et aux prises.

Les principaux acheteurs de nos produits de la pêche font extrêmement confiance à notre système actuel d'inspection du poisson. Nous prétendons que tout changement d'ordre administratif aurait très certainement pour effet de diminuer cette confiance et pourrait inutilement se solder par des habitudes d'achat plus prudentes. Il est tout à fait dans l'ordre du possible que le changement proposé se traduise par la perte de quelques-uns de nos marchés à l'exportation ou leur crée un tort irréparable.

Dans le passé, chaque fois que des problèmes ont surgi, le personnel de la Direction de l'inspection de Pêches et Océans est intervenu efficacement et en temps opportun pour leur trouver des solutions. Étant donné que le mandat de Santé et Bien-être social est considérablement plus restreint dans sa portée que celui de Pêches et Océans, nous nous demandons réellement si le fait de retirer à ce dernier ministère ses fonctions d'inspections ne viendra pas sérieusement compromettre la capacité du gouvernement à régler en temps opportun les problèmes «d'inspection».